



**L'État du monde**

Si nous n'y prenons garde, la politique du pire et les manipulations médiatiques de l'opinion publique internationale peuvent nous conduire à une véritable catastrophe planétaire. L'escalade verbale et le non-respect des différentes sphères d'influence stratégique sont un danger réel à la paix mondiale.

L'Occident doit cesser de vouloir régenter le monde à partir de sa propre définition de la liberté et de ce qu'est la démocratie soumise aux lois du marché. Sans doute parce que les Nations Unies ne jouent plus leur rôle de parefeu aux vellétés guerrières se cachant derrière chaque nation, le monde se polarise à nouveau et un dragon se lève dans le coeur des hommes. Qu'on le veuille ou non, la paix est rarement le résultat fortuit des relations internationales et la propagande guerrière risque un jour de nous conduire à l'innévitable, chacun ayant d'excellentes raisons d'attaquer l'autre. À ma connaissance, la nature humaine est plus prompte à la médisance, la dispute, la jalousie et la discorde que son contraire : reconnaître ses torts, s'excuser de ses maladresses, faire preuve d'altruisme et de respect envers une autre culture par exemple.

J'entends les marchands d'armes et les spéculateurs de Wallstreet qui flairent la bonne affaire : "Une guerre, encore

une, enfin !" Les va-t-en-guerres jouent avec des forces qu'ils ne maîtrisent pas et la quête de l'hégémonie absolue risque de nous coûter cher. Qu'à cela ne tienne, ce ne sont pas eux qui paient.

N'en déplaise au baron Pierre de Coubertin, les Jeux de Sochi n'auront pas suffi à nous faire apprécier l'autre, le différent, celui qui n'est pas arrivé à la même place que nous dans sa réflexion. D'ailleurs n'avons-nous pas participé aux jeux de Berlin en 1936 ? À l'époque, Hitler faisait bien moins peur que Staline, mais l'histoire nous sert parfois d'amères leçons d'humilité. Certes nous avons vaincu, mais à quel prix ? Combien ont tout perdu, même la vie, tandis que d'autres se sont enrichis sur le dos des morts ?

Depuis toujours, l'Occident a pris l'habitude d'imposer sa loi et au jeu de la guerre les victimes ennemis sont rarement prises en compte. Au final, ce ne sont que des dommages collatéraux semant la rancœur et perpétuant les rapports de domination. Sous couvert de libération, la propagande induit sa volonté dans le corps étranger pour le convaincre de sa chute imminente. Du droit d'ingérence, aux images fabriquées, en passant par les fausses accusations et les mises en scène les plus improbables, tous les coups sont permis pour imoler le fantôme du dictateur sanguinaire. Dans toutes les croisades imaginées par l'Occident, les arguments moraux servent de

paravents aux ambitions stratégiques commandant d'abattre l'autre avant qu'il ne soit trop fort.

Je suis très inquiet des jeux d'échec qui se jouent à un niveau dont nous n'avons pas idée. La flotte russe ne quittera pas la Crimée, c'est plutôt cette dernière qui risque de quitter l'Ukraine. Qu'il est triste de constater les considérations qui régissent le monde. Peu de grandeurs et beaucoup d'ambitions jalonnent les prises de décisions des grands de ce monde. Dans les coulisses du théâtre international, le scénario semble écrit à l'avance même si l'issue demeure incertaine.

Enfin, ne soyons pas crédules, le néolibéralisme a décrété la guerre de tous contre tous pour la conquête du marché global. Les mafias et les marchands d'esclaves sont déjà à nos portes, tapis dans l'ombre pour s'emparer de nos ressources et détruire nos rêves. Mais dans cette décadence des différentes civilisations, saurons-nous garder le Nord, retrouver la Terre, aimer nos frères, ouvrir notre porte à l'étranger, dépasser nos égoïsmes grégaires pour retrouver en nous le souffle de l'univers et l'aspiration cosmique à construire un monde meilleur ?

Yves Carrier

**DANS CETTE ÉDITION**

Spiritualité et citoyenneté	2
Lettre au ministre des transports	3
Manifestations au Venezuela	4-5
La liberté des zapatistes	6-10
Le cri de l'immigrant, cri de Dieu	11
L'alternative indigène	12-15
Calendrier	16

**Joyeux anniversaire !!**

Donald Lehouiller, 01 mars  
Yvon Fitzback, 21 mars

N'hésitez pas à nous faire parvenir votre date d'anniversaire!



## SPIRITUALITÉ et CITOYENNETÉ par Robert Lapointe

### Imagination et images.

Dans les années 1930, un certain Evgueni Zamiatine écrivit la première véritable contre-utopie intitulée *Nous autres*, laquelle inspira *Le Meilleur des Mondes* d'Aldous Huxley et *1984* d'Orwell. Dans cette œuvre, l'auteur avançait qu'en éliminant le siège de l'imagination dans le cerveau, l'État obtiendrait la soumission totale de l'individu. Eh bien, nous y sommes. Par la multiplication des images, la télévision, le cinéma, l'internet, et autres réseaux sociaux, on court-circuite l'imagination et on contrôle de plus en plus l'individu, supprimant l'imagination d'un monde meilleur, d'améliorations, etc. La dictature de l'image perturbe le sens critique. Ils l'ont dit à la télévision, ça doit être vrai!

### Pourquoi ça a marché mieux en Tunisie.

C'est avec cela que je terminais ma petite chronique sur l'Égypte le mois dernier. Historiquement, ce pays est l'un des plus occidentalisés du monde arabe. Dès l'indépendance, le premier président, Bourguiba, plutôt progressiste, porta une attention particulière aux droits humains et aux droits des femmes. Il était un partisan de la laïcité tout en respectant l'Islam. Au moment du printemps arabe, le nouveau gouvernement islamiste n'a pas craint de s'allier à des partis laïques. Il s'attaqua aussi, certes sous la pression de l'opinion publique, aux éléments les plus radicaux des islamistes. En vue de la nouvelle constitution, une société civile assez forte et articulée intervint pour influencer dans le bon sens sa rédaction. Lorsque l'on retrouve l'Union Générale Tunisienne du Travail, les associations patronales locales, les avocats et les militants des Droits de l'homme aller dans le même sens, c'est le signe d'une préoccupation commune pour l'avancement de l'ensemble de la société. Vive la Tunisie et surtout son peuple.

### Théorie de la société civile. Historique.

D'où vient la société civile? C'est tout simplement la société d'où sont sorties certaines fonctions avec le temps: politique, idéologie ou religion, certaines portions du marché et des finances. On peut décrire cette évolution en quelques mots: primitive ou originelle, traditionnelle, société civile moderne ou bourgeoise, et à venir, grâce à la théorie de la société civile, une société civile renouvelée, démocratique, autonome, inclusive. Jared Diamond (*Effondrement*), parle aussi de sociétés transitionnelles en mutation entre deux types de société: le Québec des années 60, le Tiers-Monde actuellement, l'ensemble des sociétés civiles en transition vers une société renouvelée. Un philosophe écossais du XVIIIème, Ferguson, écrivit une histoire de la société civile, sujet très à la mode à l'époque moderne, au moins jusqu'à Karl Marx. Seule l'Église catholique, dans sa doctrine sociale, se préoccupa vraiment de ce concept, en privilégiant un peu trop la notion de propriété. Nous y reviendrons dans de prochaines communications. La prochaine fois, la société dite primitive, qui ne l'était pas en réalité.

### ACTIVITÉS SOCIALES AU CAPMO

Les tournois de hockey se poursuivent. Nous sommes dans la coupe mondiale féminine des clubs champions. C'est aussi une occasion de partager repas, café, conversation, plaisir, championnats, etc. C'est toujours au 435 du Roy, à compter de 16 heures les vendredi et dimanche soirs. Sortez de l'isolement, fraternisez, créez de nouveaux liens et, quelquefois, nous organisons des sorties au restaurant ou à des spectacles ou diverses activités (épluchettes de blé d'Inde, soupers-spaghettis, etc.)

Québec

12 février 2014

**Monsieur Sylvain Gaudreault**

**Ministre des transports du Québec**

**Objet : Accessibilité sociale du transport en commun**

Bonjour,

Comme citoyens et citoyennes, membres d'un organisme communautaire, le CAPMO, qui a pour mission la lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale, nous tenons à vous féliciter de votre annonce d'investir davantage dans les services de transport en commun des principales villes du Québec. Depuis 2012, nous avons formé un comité qui s'intéresse à l'accessibilité sociale du transport en commun pour tous et pour toutes comme moyen efficace de lutter contre la pauvreté, l'isolement et l'exclusion sociale.

Comme vous le savez, la question est complexe et les différents intervenants se renvoient la balle en nous disant que la mission du Réseau de Transport de la Capitale, RTC, n'est pas de lutter contre la pauvreté, même chose à l'Hôtel de ville de Québec. Chez la ministre du Travail et de la Solidarité sociale, on nous répond que le transport ne fait pas partie de leurs dossiers. Nous souhaitons que vous ne pensiez pas à votre tour que la lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale n'est pas de votre ressort.

Par cette lettre, nous souhaitons vous sensibiliser au fait que le transport constitue le nerf de la guerre autant pour l'économie, l'accès aux différents commerces, aux emplois, au logement, comme pour la santé, hôpitaux, visites chez le médecin, implication sociale pour sortir de l'isolement. Il permet aussi de visiter ses proches, de demeurer autonome plus longtemps, d'avoir accès à la culture, aux espaces verts en été, et de briser l'isolement de certains quartiers. Comme vous le soulignez dans votre politique, la question du transport en commun est l'enjeu stratégique par excellence du 21<sup>e</sup> siècle. Se situant à la charnière des trois sphères d'activités qui sont les piliers du développement durable : l'économique, le social, et l'environnemental, il n'y a aucune question qui lui soit étrangère. Qu'il s'agisse de la convivialité et de la sécurité des piétons dans nos centres-villes, de la diminution des gaz à effet de serre, notamment du smog pendant les périodes de canicule qui fait augmenter les taux d'hospitalisation, etc., tout plaide en faveur d'un remodelage de nos modes de transport, mais tout cela ne saurait se faire en excluant davantage les personnes à faible revenu.

Nous souhaitons sincèrement que vous ayez le support des ministres de l'environnement, de l'économie et de la solidarité sociale pour construire les infrastructures d'un système de transport en commun abordable et accessible à tous et à toutes pour assurer un développement social harmonieux des grandes villes du Québec.

Je vous prie d'agréer l'expression de mes meilleures salutations.

Yves Carrier

Coordonnateur du CAPMO

## 25 vérités sur les manifestations au Venezuela

Salim Lamrani.- Docteur en Études Ibériques y Latino-américaines de l'Université Paris Sorbonne -

Comme en 2002, l'opposition radicale multiplie les actions avec l'objectif de rompre l'ordre constitutionnel.

1. Nicolas Maduro, président légitime du Venezuela depuis avril 2013, fait face à une puissante opposition, appuyée par les États-Unis qui aspire à reprendre le pouvoir perdu depuis 1998.

2. Comme l'opposition a perdu les élections présidentielles d'avril 2013 par une différence de 1,59%, elle refuse les résultats électoraux validés par les plus importantes institutions internationales, de l'Union européenne à l'Organisation des États américains, en passant par le Centre Carter. L'opposition manifesta sa colère par des actes violents qui coûtèrent la vie à onze militants chavistes.

3. La faible marge qui séparait le candidat de l'opposition Henrique Capriles au vainqueur Nicolas Maduro, galvanisa la droite, mobilisée par la perspective de la reconquête du pouvoir. L'opposition fit alors des élections municipales de décembre 2013 un objectif stratégique.

4. Contre tout pronostic, les élections municipales se transformèrent en plébiscite en faveur du pouvoir chaviste qui gagna 76% des municipalités (256) contre 23% (76) pour la coalition MUD qui réunissait toutes les forces d'opposition.

5. Démoralisée par ce sérieux revers, voyant la perspective d'une reconquête électorale du pouvoir par la voie démocratique s'éloigner encore une fois — les prochaines élections législatives auront lieu en décembre 2015 —, l'opposition a décidé de reproduire le schéma d'avril 2002 qui déboucha sur un coup d'état médiatique et militaire contre le président Hugo Chavez.

6. À partir de janvier 2014, le secteur radical de l'opposition décida d'agir. Leopoldo Lopez, leader du parti Volonté populaire, qui participa au coup d'état d'avril 2002, lança un appel à l'insurrection à partir du 2 janvier 2014 : « Nous voulons lancer un appel

aux Vénézuéliens pour qu'ils se rejoignent. Nous convoquons le peuple vénézuélien à dire « Ça suffit ! » Notre objectif : la sortie. Quelle est la sortie à ce désastre ?

7. Le 2 février 2014, pendant une manifestation, Leopoldo Lopez désigna le pouvoir comme responsable de tous les maux : « Les pénuries dont nous souffrons aujourd'hui ont un responsable. Le responsable c'est le pouvoir national. »

8. Le 2 février 2014, Antonio Ledezma, figure de l'opposition et maire de la capitale Caracas, lança également un appel au changement : « Ce régime qui complète aujourd'hui quinze ans de pouvoir ininterrompu en faisant la promotion de la confrontation. Aujourd'hui commence l'unité dans la rue de tout le Venezuela. »

9. Maria Corina Machado, députée de l'opposition, lança un appel à mettre fin à la « tyrannie » : « Le peuple du Venezuela a une réponse : « Rébellion, rébellion. » Il y en a qui disent que nous devons attendre jusqu'aux prochaines élections dans quelques années. Et-ce que peuvent attendre ceux qui n'ont pas d'aliments pour leurs enfants ? Est-ce que peuvent attendre les employés publics, les paysans, les commerçants, ceux à qui on enlève leur droit au travail et à la propriété ? Le Venezuela ne peut plus attendre. »

10. Le 6 février 2014, après une manifestation de l'opposition, un groupe d'une centaine d'étudiants cagoulés attaqua la résidence du gouverneur de l'État de Tachira, blessant une dizaine de policiers.

11. La même semaine, plusieurs manifestations de l'opposition se succèdent dans différents États et dégénèrent toute en violence.

12. Le 12 février 2014, une autre manifestation, orchestrée par l'opposition face au Ministère Publique, composée d'étudiants des universités privées organisés en troupes de choc, fut d'une violence jamais vue, causant la mort de trois personnes, une centaine de blessés et d'innombrables dommages matériels.

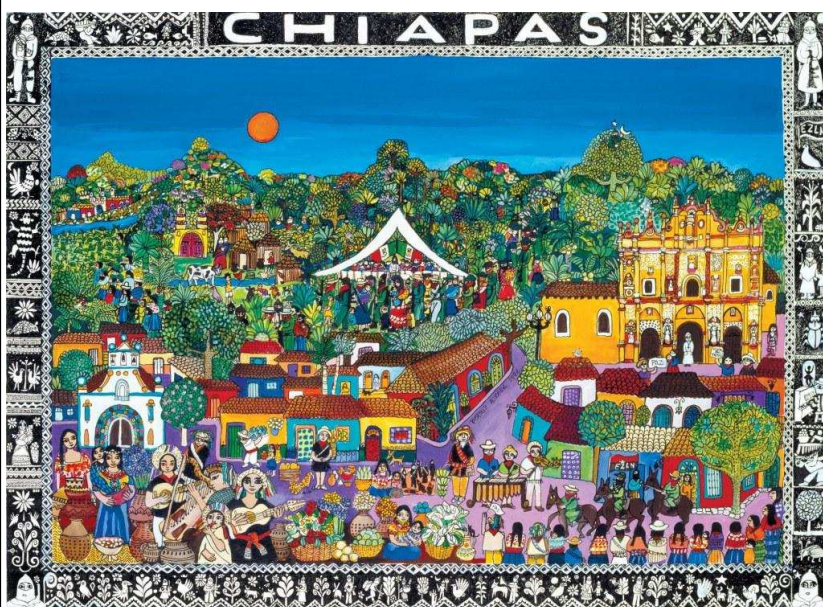
## 25 vérités sur les manifestations au Venezuela

Salim Lamrani.- Docteur en Études Ibériques y Latino-américaines de l'Université Paris Sorbonne -

13. Comme lors du Coup d'État d'avril 2002, les trois personnes décédées furent toutes exécutées d'une balle dans la tête.
14. Parmi elles se trouvaient un militant chaviste, Juan Montoya et un opposant nommé Basil Da Acosta. Selon les preuves balistiques, les deux furent abattus avec la même arme.
15. Les jours suivants, les manifestants, officiellement mobilisés « contre le coût de la vie et l'insécurité », s'installèrent sur la Place Altamira, située dans un quartier chic de Caracas.
16. Depuis plusieurs mois, le Venezuela subit une guerre économique orchestrée par l'opposition qui contrôle encore de vastes secteurs, avec l'organisation artificielle de pénuries, d'accaparement de produits de première nécessité, et de multiplication des actes spéculatifs.
17. Ainsi, le 5 février 2014, les autorités saisirent dans l'État de Tachira près de mille tonnes de produits alimentaires de première nécessité (riz, sucre, huile, café, etc.), cachées dans des entrepôts. Depuis janvier 2013, les autorités ont découvert plus de 50 000 tonnes d'aliments.
18. Le gouvernement bolivarien décida d'agir et de punir les accapareurs et les spéculateurs. En novembre 2013, la chaîne Daka de produits électroménagers a été saisie et les autorités décidèrent de réglementer les prix.
19. Maintenant la marge maximale de bénéfice pour les entreprises ne pourra pas dépasser les 30%.
20. Le Président Nicolas Maduro dénonça une tentative de coup d'État et appela les citoyens à faire face au « fascisme ». « Rien ne nous éloignera de la Patrie et de la voie de la démocratie », affirma-t-il.
21. Le 17 février 2014, trois diplomates américains furent expulsés du pays en raison de leur implication dans les événements sanglants. Ils s'étaient réunis avec les étudiants des universités privées pour coordonner les manifestations, selon les autorités vénézuéliennes.
22. Le 18 février de 2014, Leopoldo Lopez est arrêté en raison de sa responsabilité politique dans les manifestations violentes et traduit en justice.
23. L'administration Obama condamne le gouvernement de Caracas pour les violences, sans indiquer un seul instant la responsabilité de l'opposition qui tente de réaliser un Coup d'État. Au contraire, le Département d'État américain exigea la libération immédiate de Leopoldo Lopez, principal instigateur des événements dramatiques.
24. Les médias occidentaux cachent les actes violents des groupuscules armés (mise à sac et incendie de stations de métro, d'édifices publiques et de marchés subventionnés où le peuple se ravitaille en denrées alimentaires ! - ) et le fait que le canal de télévision publique du Venezuela d'État ait été attaqué à l'arme à feu.
25. Les médias occidentaux, loin de présenter en toute impartialité les événements dramatiques qui se sont produits au Venezuela, ont pris position en faveur de l'opposition qui cherche à renverser le gouvernement légitimement élu et contre le gouvernement démocratique de Nicolas Maduro. Ils n'hésitent pas à manipuler l'opinion publique et présente la situation comme un soulèvement populaire massif contre le pouvoir. En réalité, Maduro dispose de l'appui massif des Vénézuéliens, comme le démontre les manifestations gigantesques en faveur de la Révolution bolivarienne.

## JÉRÔME BASCHET : « LE GOÛT DE LA LIBERTÉ DES ZAPATISTES »

ENTREVUE RÉALISÉE PAR BERNARD DUTERME, DIRECTEUR DU CENTRE TRICONTINENTAL À LOUVAIN



zapatiste» a constitué une impressionnante démonstration de force et d'inventivité politique. Parmi les autres initiatives annoncées dans la série de communiqués intitulée *Eux et nous*, il y a l'appel à constituer un réseau planétaire de luttes, appelé «*la Sexta*» (en référence à la Sixième déclaration de la Selva lacandona). Pour cela, les zapatistes soulignent qu'il ne s'agit plus de faire la liste, connue jusqu'à la nausée, des NON de ce que nous refusons, mais d'élaborer collectivement les OUI qui caractérisent les mondes que nous voulons. En matière de

**En ce 20e anniversaire du soulèvement indigène du 1er janvier 1994, la dynamique zapatiste est-elle toujours à ce point porteuse de sens et d'espoir pour les résistances altermondialistes et les luttes d'émancipation dans le monde ?**

**Jérôme Baschet** : Au cours des années récentes, principalement de 2007 à 2011, il était courant d'entendre dire que le mouvement zapatiste s'était épuisé. Au Mexique, les médias et certains intellectuels plutôt hostiles entretenaient les rumeurs sur la débandade au sein de l'EZLN (Armée zapatiste de libération nationale) ou sur la mort du sous-commandant Marcos. Pour ceux-ci, et à dire vrai pour tout le monde, la mobilisation massive du 21 décembre 2012, le «jour de la fin du monde», a été une surprise totale : plus de 40 000 zapatistes ont occupé, dans un silence impressionnant et de manière aussi ordonnée que pacifique, cinq villes du Chiapas (presque les mêmes que le 1er janvier 1994). Cela a constitué un démenti cinglant à toutes les rumeurs, démontrant que la relative discrétion des années précédentes ne signifiait pas un déclin, mais la préparation silencieuse d'une nouvelle étape de la lutte. Depuis, la «petite école

construction de ces mondes alternatifs, il me semble que les zapatistes ont développé une expérience qui, sans nullement constituer un modèle, est l'une des plus importantes que l'on puisse observer aujourd'hui. Il serait très dommage, pour tous ceux qui ne désespèrent pas d'un véritable projet d'émancipation, de ne pas tourner le regard vers cette expérience, pour apprendre d'elle ce qui peut l'être, y chercher une possible source d'inspiration et, à tout le moins, un regain d'énergie et d'espérance.

**En 2013, les zapatistes ont lancé une nouvelle invitation aux «zapatissants» du monde entier à venir se frotter de près aux réalités de la vie quotidienne des communautés rebelles autonomes, durant ce qu'ils ont appelé «la petite école zapatiste». Vous y avez participé : quel bilan tirent ces communautés et quel bilan tirez-vous de la situation d'«autonomie de fait» qu'elles ont construite depuis plus d'une décennie (en réaction au non-respect gouvernemental des accords de San Andrés censés précisément officialiser une certaine forme d'autonomie indigène) ?**

## JÉRÔME BASCHET : « LE GOÛT DE LA LIBERTÉ DES ZAPATISTES »

ENTREVUE RÉALISÉE PAR BERNARD DUTERME, DIRECTEUR DU CENTRE TRICONTINENTAL À LOUVAIN

**J. B. :** La «petite école» du mois d'août, qui a permis à près de 1500 personnes de partager, une semaine durant, la vie de familles zapatistes, a été une expérience exceptionnelle et parfois bouleversante, y compris sur le plan émotionnel. Cela a également été, pour les zapatistes eux-mêmes, l'occasion de faire une évaluation collective de l'autonomie, qui a été consignée dans quatre élégants fascicules remis aux participants de la «petite école». Ce bilan est d'une grande honnêteté ; il fait une large place aux difficultés, aux tâtonnements de ceux qui, au moment de se constituer en autorités, savaient n'être pas préparés pour cela et ont dû «cheminer en questionnant» ; de nombreuses lacunes et des erreurs parfois graves sont également reconnues.

Néanmoins, ce qui a été réalisé est remarquable. Prenant appui sur les traditions indiennes tout en les renouvelant profondément, un système d'autogouvernement a été mis en place, au niveau des villages, des communes et des régions. Cinq «Conseils de bon gouvernement» fonctionnent, rendent la justice, organisent la prise de décision collective sur la base d'un mécanisme complexe de consultation des assemblées locales, communales et régionales. Un système de santé autonome a été mis en place ; des centaines d'écoles autonomes ont été créées et plus d'un millier d'enseignants ont été formés. Et cela sur la base d'un refus absolu de toute aide gouvernementale. Ce que les zapatistes ont créé peut être considéré comme un autogouvernement de démocratie radicale. Ils démontrent que la politique n'est pas une affaire de spécialistes et que les gens ordinaires (que nous sommes aussi) sont capables de s'emparer des tâches d'organisation de la vie collective. Ils appellent cela l'autonomie, terme qui, pour eux, n'a rien à voir avec une simple décentralisation des pouvoirs de l'Etat, mais désigne

une démarche clairement antisystémique, à la fois construction d'une autre réalité sociale et mise en place d'une forme non étatique de gouvernement, dans laquelle la séparation entre gouvernants et gouvernés tend à se réduire autant que possible. C'est cela le « bilan » du zapatisme, 20 ans après le *Ya Basta !* de 1994, et ce n'est pas rien.

**Quelle est la viabilité sociale d'une telle expérience émancipatrice dans un contexte politique, militaire et économique toujours aussi adverse ?**

**J. B. :** La situation des communautés rebelles est certes moins dramatique qu'elle ne l'était entre 1997 et 2000 (paramilitarisation orchestrée par le gouvernement fédéral, dizaines de milliers de déplacés, massacre d'Acteal en décembre 1997). Néanmoins, l'hostilité contre-insurrectionnelle reste aujourd'hui manifeste. Elle agit surtout par l'intermédiaire de groupes et organisations que les autorités incitent à harceler les communautés zapatistes, notamment afin de leur soustraire des terres récupérées en 1994 et que celles-ci cultivent depuis lors (elles n'ont pas été légalisées, faute d'un accord de paix mettant fin au conflit). Il y a actuellement plusieurs communautés zapatistes qui ont dû abandonner leurs villages à la suite d'actions de ce genre, menées les armes à la main. Autre exemple, dénoncé l'an dernier : une organisation non zapatiste avait reçu une aide gouvernementale ; l'accord prévoyait que le projet ainsi financé devait utiliser un hangar dont les zapatistes font usage depuis les années 1990 pour y entreposer leur récolte de café.

## JÉRÔME BASCHET : « LE GOÛT DE LA LIBERTÉ DES ZAPATISTES »

ENTREVUE RÉALISÉE PAR BERNARD DUTERME, DIRECTEUR DU CENTRE TRICONTINENTAL À LOUVAIN

Si l'EZLN répondait à la violence par la violence, ce serait le prétexte idéal pour une intervention de l'armée fédérale. Poursuivre la construction de l'autonomie suppose donc d'avoir assez de sang-froid pour ne pas «répondre à la provocation». Cela dépend aussi de la vigilance de la «société civile» mexicaine et internationale, qui est essentielle, car elle rappelle aux autorités fédérales que les zapatistes ne sont pas seuls.

**Dans certaines régions et communautés du Chiapas, la population indigène elle-même est hostile à la rébellion zapatiste. Comment ces clivages, parfois violents, évoluent-ils aujourd'hui ?**

**J. B.** : Hormis ces situations de conflit ouvert, presque toujours induits ou encouragés par les autorités, zapatistes et non zapatistes sont tout à fait capables de coexister pacifiquement. C'est ce qui se passe dans la plupart des villages du Chiapas. Une grande partie de la population indigène, sans être zapatiste, ne leur est pas hostile et leur témoigne souvent un véritable respect. Du reste, les cliniques zapatistes sont ouvertes aux non zapatistes, qui savent qu'ils y seront mieux traités que dans les hôpitaux publics où règnent racisme et inefficacité (nombreux cas récents de femmes indigènes ayant accouché à l'entrée d'hôpitaux publics sans être prises en charge). Il est également fréquent que des non zapatistes fassent appel à l'un des «Conseils de bon gouvernement» pour résoudre une question juridique. Ils bénéficient là d'une justice gratuite, rapide et exercée par des personnes qui connaissent la réalité indienne, ce qui n'est pas le cas des instances constitutionnelles, dont la corruption est profonde. L'un des cinq «Conseils de bon gouvernement» s'est récemment inquiété d'avoir trop de cas de non zapatistes à traiter : il a simplement décidé,

de demander que soient couverts les modestes frais de déplacement (en microbus) des personnes en charge de la justice, lorsque celles-ci devaient se rendre sur les lieux de l'affaire !

**Sur le plan national, les zapatistes ont relancé dernièrement la dynamique du « Congrès national indigène » qui fédère les luttes des peuples indiens du Mexique contre l'exploitation de leurs territoires. Au-delà, quelles sont les relations de l'EZLN avec les diverses composantes de la gauche mexicaine ?**

**J. B.** : Fondé en 1996, le Congrès national indigène rassemble des organisations de la plupart des ethnies du pays (plus de cinquante au total). Sa dernière réunion générale, en août dernier, a été convoquée à l'initiative de l'EZLN et a pris le nom de «chaire tata Juan Chavez», en l'honneur de l'un des fondateurs du CNI, récemment décédé.





## JÉRÔME BASCHET : « LE GOÛT DE LA LIBERTÉ DES ZAPATISTES »

ENTREVUE RÉALISÉE PAR BERNARD DUTERME, DIRECTEUR DU CENTRE TRICONTINENTAL À LOUVAIN

Des centaines de délégués des organisations indiennes de tout le pays y ont dressé l'effrayante liste des attaques contre leurs territoires et leurs formes d'organisation communautaire, depuis le détournement illégal de l'eau du fleuve Yaqui dans l'Etat de Sonora jusqu'à l'implantation massive d'éoliennes détruisant l'écosystème lagunaire dont vivent les pêcheurs de l'isthme de Tehuantepec, sans oublier les récentes attaques contre la police communautaire des régions montagneuses du Guerrero. Le CNI est le lieu de convergence et d'appui mutuel entre ces multiples luttes indiennes.

Les zapatistes ayant dit et répété qu'ils rejettent totalement la politique d'en haut, celle de l'Etat et du système des partis, leurs relations avec le *Partido de la Revolución Democrática* (depuis son adhésion au Pacte pour Mexico du président Peña Nieto peut-on encore le dire «de gauche» ?) ainsi qu'avec López Obrador, qui tente de fonder un nouveau parti, sont inexistantes. Pour les zapatistes, ce qui importe c'est de tisser des liens avec les organisations dont la lutte ne s'inscrit pas dans une perspective électorale, ainsi qu'ils l'ont fait dans le cadre de «l'Autre campagne».

**On se souvient que le jour du soulèvement indigène zapatiste du 1er janvier 1994 fut aussi celui de l'entrée en vigueur des Accords de libre-échange nord-américain – Alena (Mexique, Etats-Unis, Canada). Vingt ans plus tard, quel bilan les zapatistes dressent-ils de cette ouverture du marché mexicain aux grands voisins du Nord ? Quelle influence a-t-elle eu sur leur propre lutte ?**

**J. B. :** Pour les zapatistes, il est clair que l'Alena, signé entre des puissances aussi manifestement inégales, fait partie de la «quatrième guerre mondiale» qui, en



soumettant peuples et Etats à la logique néolibérale, tend à les détruire. De manière plus spécifique, l'Alena a fonctionné comme «arme de destruction massive» contre la paysannerie mexicaine. Dans les années 1980, le Mexique était autosuffisant pour sa production de base ; aujourd'hui, il importe la moitié du maïs consommé, pour ne rien dire des autres céréales. L'abandon pur et simple du monde rural faisait explicitement partie du projet du président Salinas de Gortari, lorsqu'il a signé l'Alena. Il s'agissait de vider les campagnes et de mettre fin à un mode de vie archaïque dont la logique technocratique se plait à souligner qu'il n'apporte presque rien au PIB national. Le résultat est catastrophique : migrations, déstructuration des communautés, baisse de la production, imposition de nouvelles formes de consommation, dépendance accrue à l'égard du marché, etc. Aux côtés d'autres organisations qui défendent une agriculture paysanne et promeuvent la souveraineté alimentaire, l'autonomie telle qu'elle se construit en territoire zapatiste se présente comme une alternative au désastre rural mexicain.

## JÉRÔME BASCHET : « LE GOÛT DE LA LIBERTÉ DES ZAPATISTES »

ENTREVUE RÉALISÉE PAR BERNARD DUTERME, DIRECTEUR DU CENTRE TRICONTINENTAL À LOUVAIN



**Quelles sont les perspectives de la dynamique zapatiste («anticapitaliste, en bas à gauche») comme critique en actes du modèle dominant et d'un certain rapport au politique ?**

**J. B. :** Le mouvement zapatiste (notamment «*la Sexta*») se définit à la fois par un anticapitalisme conséquent et par un refus de la politique d'en haut, celle qui est centrée sur le pouvoir d'Etat et le jeu des partis. Ce second point renvoie évidemment à une question sensible, qui provoque malheureusement bien des divisions au sein des gauches mondiales. Pour les zapatistes, cette posture est le résultat d'une histoire jalonnée de trahisons (accords signés par le gouvernement mais jamais respectés, vote des parlementaires de tous les partis contraire au projet de réforme constitutionnel issu des Accords de San Andrés). Elle repose aussi sur le fait que le choix de la conquête du pouvoir d'Etat conduit, dans un monde dont la globalisation est irréversible, à une soumission, plus ou moins maquillée, aux logiques systémiques et, de plus, à une accentuation de la séparation entre gouvernants et gouvernés. Sur cette base, il n'y a pas d'autre option que de multiplier les espaces permettant d'amorcer la construction de formes d'organisation collective

alternatives. Mais, attention, les zapatistes ne prônent pas la stratégie de la désertion et il ne s'agit pas, pour eux, de créer quelques îlots de paix supposément protégés du désastre capitaliste. Ils savent fort bien que, pour construire, il faut une force collective organisée. Et, même si l'autonomie qu'ils ont construite est sans doute l'un des «espaces libérés» les plus amples actuellement existants, ils savent aussi qu'une telle autonomie doit être défendue en permanence contre de multiples agressions et qu'elle demeure nécessairement partielle, vu son environnement systémique. De ce fait, construire et lutter *contre* doivent être conçus comme deux démarches indissociables. Durant la «petite école», l'un des «*maestros*» zapatistes nous a demandé à tous : «*et vous, est-ce que vous vous sentez libres ?*» Pour eux, la réponse est claire. Malgré des conditions de précarité extrêmes, ils ont fait le choix de la liberté ; ils décident eux-mêmes de leur propre manière de s'organiser et de se gouverner. C'est sans doute ce goût de la liberté et la dignité qui en découle que l'on perçoit dans la manière d'être si singulière des zapatistes.

*Propos recueillis par Bernard Duterme (CETRI)*

**Historien médiéviste reconnu internationalement, Jérôme Baschet est sans doute aujourd'hui l'observateur francophone le plus proche de la rébellion des indigènes zapatistes du Sud-Est mexicain. Enseignant à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (Paris) et à l'Université autonome du Chiapas (San Cristobal de Las Casas) depuis plus de quinze ans, il a consacré au mouvement zapatiste de multiples travaux, dont le remarqué *La Rébellion zapatiste. Insurrection indienne et résistance planétaire* (Flammarion, 2005). En 2013, il a préfacé l'ouvrage *Eux et Nous* (Editions de l'Escargot) qui publie des textes récents des sous-commandants Marcos et Moisés, porte-parole de la rébellion. Sort de presse en ce mois de janvier 2014, son nouveau livre, largement fondé sur l'inspiration zapatiste, *Adieux au capitalisme. Autonomie, société du bien vivre et multiplicité des mondes* (La Découverte).**

## Cri de l'immigrant, cri de Dieu

**Fernando Bermudes Lopez**

### Diario La Verdad, Murcia, Espagne

Dimanche 16 février, dans le silence de la nuit et un atmosphère de recueillement, je repasse les événements de la semaine. Émerge le souvenir d'un grand nombre de Subsahariens sur la côte de Ceuta (enclave espagnol en territoire marocain). Ils étaient originaires du Cameroun, ils avaient traversé l'immense pays du Nigeria et les déserts inhospitaliers du Niger et de l'Algérie avant d'arriver au Maroc où ils endurèrent toutes sortes de vexations, certains même la prison. C'est là-bas qu'ils se jetèrent à la mer avec l'espoir de parvenir à la nage jusqu'à la ville de Ceuta. Ils étaient environ 200.

La tragédie débuta lorsque la Garde civile, en les voyant arriver par la mer, leur tira des balles de caoutchouc et d'autres matériels antiémeutes pour leur interdire d'entrer en territoire espagnol. Cela provoqua la panique dans les rangs des immigrants clandestins et causa la mort par noyade de quinze d'entre eux. Il ne s'agit pas de chiffres, mais de personnes ayant des visages concrets et chacun d'eux avait une histoire de douleur et d'espoir.

La mort des immigrants nous fait prendre conscience que nous vivons dans un monde injuste où les inégalités nord-sud sont chaque fois plus scandaleuses, où 57% de la richesse mondiale est concentrée entre les mains de 1% de la population de la planète. Un monde où à chaque quatre secondes, meurt un enfant de moins de cinq ans pour cause de maladies associées à la malnutrition.

Les immigrants n'entreprennent pas un tel voyage par caprices. Ils viennent en fuyant la faim, la guerre,



la misère, l'exploitation des entreprises multinationales qui ne se préoccupent que des ressources naturelles des pays du sud, jamais des personnes.

La politique de l'Union Européenne sur l'immigration est une politique répressive. Elle développe le libre marché, la mobilité des capitaux et des marchandises, mais elle interdit le déplacement des êtres humains. Nos gouvernements leur interdisent l'entrée. Et ceux qui parviennent à entrer sont incarcérés dans des centres de détention pour étranger qui sont en fait de véritables camps de concentration, des prisons pour des personnes qui n'ont commis aucun délit. Leur crime c'est de ne pas avoir de papiers.

L'Europe et les États-Unis construisent des murs toujours plus hauts avec des fils barbelés qui portent des lames de rasoir, symbole de la cruauté humaine. Ils disent que nous devons nous défendre des pauvres. De Lampedusa jusqu'à Ceuta et Melilla pour les africains et le mur de la frontière entre les États-Unis et le Mexique pour les latino-américains, ce sont des tragédies de mort et de souffrance, une honte pour l'humanité, selon les mots du Pape François.

Ces jours-ci, nous avons entendu différents personnalités du gouvernement espagnol et d'éloquent discours de l'Église défendant la vie des fœtus. Cependant, ils gardent le silence devant la mort des enfants déjà nés qui meurent de faim et devant les immigrants qui, cherchant une vie meilleure, meurent noyer, et ce qui est pire, sous les balles de caoutchouc des forces de sécurité.

Le cri de douleur des immigrés, l'impuissance et l'angoisse de mort des quinze subsahariens a atteint le cœur de Dieu. Est-ce qu'on entendra leur cri dans les temples, dans les palais épiscopaux, dans les cathédrales et dans les homélies dominicales ? Un autre cri plus fort, qu'aucun pouvoir politique ou religieux ne saurait étouffer, s'entend jusqu'aux lieux où on ne désire pas l'entendre. C'est la voix de Dieu qui nous interpelle : « Qu'as-tu fait de ton frère ? Sa mort me réclame à corps et à cri que je lui fasse justice ». Traduit par Yves Carrier

## Alternatives indigènes au néolibéralisme avec Javier Butillos, Aymara de Bolivie

La philosophie du Buen vivir entend donner priorité à la vie. Depuis la révolution industrielle, l'humanité a été conduite à la destruction. Dans leur soif de profits, les maîtres du monde n'ont reculé devant rien pour accumuler leurs richesses, allant jusqu'au meurtre et au génocide des peuples autochtones, et augmenter leur pouvoir économique, mal nommé développement. Pour eux, la nature, les rivières, les arbres, la terre, les poissons, les animaux, sont des êtres sans vie, ce ne sont que des moyens d'accumuler de l'argent. Ils ont instauré une économie prédatrice et des politiques de mort.

Les principes du Buen vivir sont :

1—Le Buen vivir propose le contraire. Il propose de respecter la nature, de respecter les cycles naturels de la Terre, de ne pas surexploiter les surfaces cultivées, mais de leur laisser le temps de se renouveler. (La terre peut devenir stérile si on en abuse.) Les occidentaux nous traitent de fous parce que nous parlons avec respect à la Terre, à l'air, au Soleil et à la Lune. Pour nous, tout est porteur de vie et à cause de cela, le Buen vivir donne priorité à cette vie qui est niée par la culture occidentale.

2—Vivre en complémentarité. Le complément, c'est ce qu'on doit ajouter à une chose pour qu'elle soit complète ou parfaite. La complémentarité c'est l'union des opposés, du temps et de l'espace, du bien et du mal, de la lumière et de la terre. Nous avons tous besoin de tous pour être complets. Cette apparente contradiction de l'union des contraires fait que la philosophie du Buen vivir n'est ni fondamentaliste, ni extrémiste. Le fait que vous soyez de gauche ou de droite et que je sois le contraire, ne signifie pas que nous soyons irréconciliables à jamais. Nul ne peut être complet, si quelqu'un est incomplet. Nul ne peut être bien pendant que l'autre est mal. Je serai bien si tu te sens bien. Comme un enfant a

besoin de son grand-père pour apprendre la vie, l'homme a besoin des plantes ou de l'eau d'une rivière pour se sentir complet. Tous les éléments se complètent et ont besoin des autres éléments pour porter la vie.

La vie est comme un tissu, où chaque fil s'unit aux autres pour former un tout. Et ces liens que nous avons, non seulement entre humains, mais aussi avec les animaux et les différents éléments de la nature, forment ensemble la grande trame de la vie, sans que personne ne soit plus ou moins que l'autre. En physique quantique, on a récemment découvert ce que les anciens savaient déjà : « Dans chaque particule on retrouve le tout qui est une totalité en soi. » Et si une partie de ce tissu est endommagé, tous les files le ressentent parce que personne ne peut se sentir bien si un autre membre se sent mal. Tous doivent être biens pour que nous puissions tous vivre en harmonie et en équilibre.

3—Vivre en réciprocité est un autre élément important du Buen vivir. Les indigènes possèdent fortement le sentiment de la collaboration et de la solidarité. Toutes les tâches difficiles sont faites communautairement. Chez les communautés andines, lorsqu'un couple se marie, tout le village l'aide à construire sa maison. Ils partagent avec eux leurs semences, leur donnent des outils, voire un bout de terre, pour que le commencement de leur vie de couple ne soit pas pénible. À charge de revanche pour les couples qui les suivront parce qu'à travers eux, c'est la survie de la communauté qui se réalise. Et cela se fait avec beaucoup d'amour et d'affection les uns pour les autres. C'est cela la réciprocité. Cette philosophie du Buen vivir cherche à ce que tous vivent sous ce principe de la réciprocité.

## Alternatives indigènes au néolibéralisme avec Javier Butillos, Aymara de Bolivie

Malheureusement, avec la conquête, ils nous ont injecté les virus de l'individualisme et de l'avarice que nous devons aujourd'hui combattre dans nos communautés. Cette philosophie entend rescaper cette ancienne façon de vivre en communauté pour tisser à nouveau les liens sociaux qui nous unissaient et nous permettaient d'affronter ensemble les vicissitudes de la vie. Il faut revenir à cette vieille coutume d'être solidaire.

4—L'échange de biens appris de l'Européen se fait dans un esprit de tirer profit de cet échange tandis que la réciprocité me permet d'être plus au lieu de toujours chercher à avoir plus. Comme l'on ressent un certain plaisir à donner, on en ressent également lorsqu'on rend quelque chose. Nous ne sommes pas économes et on nous le reproche souvent parce que nous aimons beaucoup partager avec les autres.

5—La recherche du consensus dans les décisions qui intéressent la communauté. Dans les communautés andines, les gens se réunissent non seulement pour travailler ensemble ou pour pratiquer leurs rituels, mais aussi pour prendre leurs décisions d'un commun accord. Le consensus permet de convaincre du bien fondé d'une décision. Convaincre n'est pas la même chose qu'imposer. La démocratie représentative fonctionne par majorité, chez-nous les choses sont différentes. Nous décidons par consensus et nous prenons le temps que cela prend pour nous mettre d'accord. C'est une forme de démocratie directe qui nous permet de ne pas renoncer à nos convictions personnelles. Cela se fait en respectant les différences des points de vue.

L'égalité ne signifie pas que nous pensons tous pareil. La pensée occidentale nous oblige à une seule manière de voir la vie avec une pensée unique. Ils n'ont pas seulement globalisé l'économie, mais la manière de voir et de vivre la

vie. Nous sommes différents parce que nous avons des cosmovisions différentes et des langues distinctes. Le problème de l'Occident c'est de reconnaître ces différences et d'accepter de vivre avec elles. Pour nous, au contraire, les différences sont sources d'enrichissement et d'harmonie. C'est pourquoi aujourd'hui, la Bolivie est un état plurinational qui a cessé d'être une république. Parce que dans la république, les indigènes n'en ont jamais fait partie, ils étaient considérés comme des citoyens sans droit. La Bolivie est composée de 36 nations ayant chacune une langue et une cosmovision différente.

6—Le Buen vivir ce n'est pas vivre mieux, plus confortablement, comme l'entendent les occidentaux. Dans l'individualisme occidental, le vivre mieux oppose la communauté à l'individu. La psychologie moderne enseigne qu'une personne doit d'abord être bien dans sa peau avant de pouvoir être bien avec les autres. Les indiens des Andes savent pertinemment que chacun de nous possède une vie intérieure, et nous devons prendre soin d'elle afin qu'elle soit en paix et en harmonie, en contrôlant nos émotions et nos passions. Parce que si nous avons une bonne vie intérieure, nous allons bien vivre en communauté ce qui signifie vivre en équilibre et en réciprocité et en complémentarité.



## Alternatives indigènes au néolibéralisme avec Javier Butillos, Aymara de Bolivie



Est-ce que la possession de biens matériels nous rend heureux ? Est-ce que cela nous permet d'être en harmonie les uns avec les autres ? Le vivre mieux implique une inégalité. Pour que quelqu'un vive mieux que les autres, certains doivent vivre moins bien. Cela induit des rapports de domination et de concurrence et non de réciprocité.

Ce désir de vivre mieux nous fait tomber dans un état permanent d'insatisfaction, car nous allons toujours chercher à vivre mieux qu'hier ou qu'aujourd'hui. Cela nous fait vivre dans un désir permanent de posséder et d'acquérir des objets. Et l'une des causes de cette insatisfaction permanente provient du fait que nous vivions en permanence dans le désir.

Les philosophes grecs enseignaient que pour être heureux, il faut savoir renoncer aux désirs qui conduisent à la frustration. Le Buen vivir c'est apprendre à vivre en harmonie et en solidarité, en équilibre avec soi-même et avec la nature.

7—Le développement n'est pas la même chose que la croissance. Depuis les débuts de l'ère industrielle, le développement économique a toujours été associé à la croissance et celle-ci avec l'accumulation. Pour le monde capitaliste, il n'existe pas d'autres dimensions du développement que l'économique. Cette prédominance internationale du marché, a

marchandisé et a chosifié les êtres humains dont le but dans la vie n'est plus d'être plus, mais d'avoir plus. Tout est mesuré à partir du produit intérieur brut, comme si cela pouvait mesurer le bonheur des êtres humains.

8—Les indiens des Andes ne parlent pas de développement. Cette parole n'existe pas dans notre vocabulaire. Nous parlons de croissance intérieure et d'apprentissage naturel auprès des plantes, des animaux et des différents éléments de la nature. Lorsqu'une personne consulte un ancien pour un problème ou une décision importante à prendre, le sage répond : « Donne-moi un peu de temps, je vais y penser avec mon cœur. » C'est un autre genre de



connaissances. Pour les indiens des Andes, nous devons tous chercher à être des hommes riches, des Amiris, riches de cœur et non d'argent. Les Amiris sont les personnes qui répandent la bonne énergie autour d'eux partout où ils vont. Pour devenir comme cela, nous avons une première tâche à accomplir qui est de devenir des

protecteurs de la Terre, des Pachac Amana.

Un Pachac Amana s'oppose à la destruction de la nature. Il a aussi comme responsabilité de s'assurer que les énergies, les bonnes vibrations, circulent librement. (Cela implique, autant que possible, de ne pas polluer et de ne pas contribuer à faire souffrir les animaux et les végétaux qui sont aussi des êtres vivants qui possèdent une énergie et une vie intérieure, d'être des artisans de paix, d'apprendre à être bons et généreux.)

## Alternatives indigènes au néolibéralisme avec Javier Butillos, Aymara de Bolivie

Le Pachac Amana voit à ce que les différentes énergies convergent pour créer l'harmonie entre les êtres et au sein de la communauté. Et comment fait-il cela ? À travers les rituels. C'est à cela que servent les rituels. Les prières des autochtones avec de l'encens, répondent à cette nécessité d'unir les différentes énergies présentes dans le cosmos. Ce sont des savoirs et des connaissances qui n'ont rien à voir avec le développement moderne. Cela relève davantage de la croissance intérieure.

9—Travailler avec joie. La Bible dit dans la Genèse que la condamnation de Dieu à Adam et Ève fut que l'humanité devra travailler à la sueur de son front pour pouvoir se nourrir. Le travail serait donc une punition divine. À cause de cela, les occidentaux se mirent à faire du travail quelque chose de difficile, de sérieux et de pénible. Pour l'autochtone, au contraire, le travail de la terre est une joie, il fait partie de la fête, il appartient à la dimension liturgique de la vie. Dans cette globalité, le travail devient une manière d'entrer en communion avec le cosmos. Avec la même joie qu'il ensemence sa terre, il effectue ses récoltes et pratique ses rituels. Pour eux, le travail fait partie intégrante du Buen vivir.

10—Savoir mourir. Alors que les occidentaux font tout ce qu'ils peuvent pour repousser la mort, les autochtones apprennent à l'accepter tout au long de leur vie. Pour nous la mort n'est pas la fin de tout mais une transition nécessaire pour qu'apparaissent d'autres vies. Le mot Aymara qui désigne la mort se traduit par : être uni à la terre. Être uni à la terre cela veut dire devenir semence et engrais pour que naisse

une autre vie.



Pour nous, la mort fait partie du continuum de la vie. Et comme les contraires qui se rencontrent, la vie et la mort s'unissent pour donner une autre vie. C'est pourquoi nous disons qu'il est nécessaire d'apprendre à mourir pour vivre bien.

11—Respect de la femme et des anciens. Le Buen vivir c'est aussi respecter la femme parce que c'est d'elle que provient la vie. Les nouvelles lois en Bolivie visent à briser le patriarcat, le racisme et la discrimination envers les autochtones. En occident, les vieux dérangent alors que pour nous ils représentent l'expérience de la vie accumulée. Ils sont les juges qui règlent les conflits au sein des communautés. Le racisme et la discrimination sont contraires aux principes du Buen vivir que sont la complémentarité, la réciprocité et la pluri-nationalité.

12—Le Buen vivir n'est pas une fuite dans le passé, mais une tentative de récupération d'un fondement éthique et moral, pour que sur ces bases nous créons une société plus juste, plus équilibrée. Aujourd'hui, nous sommes confrontés à l'agonie du capitalisme, cette philosophie andine est une proposition que nous faisons à l'humanité pour récupérer l'équilibre et l'harmonie de la vie.

Traduit par Yves Carrier



Dimanche	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi
02 Hockey aux cartes à 15 h 435 rue du Roi	03 <b>Cercle de confiance sur les Premières nations</b> Studio P, 280 Saint-Joseph est, à 19:15	04	05	19:30 / 06 <b>Reconversion de l'économie, Utopie ou réalité ?</b> Jacques Racine Le Montmartre, 1679 ch. St-Louis, Sillery, Québec	07 Le féminisme, toujours pertinent ? Hélène-Lee Gosselin 12:30 à 14:00 YWCA de Québec, 855 av. Holland	08 Journée internationale de la femme, Rendez-vous à 10:30 pour une Marche, Coin St-Joseph et Caron Activité mixte suivie d'un brunch non mixte
09 Hockey aux cartes à 15 h 435 rue du Roi	10 <b>Les héritiers de Socrate,</b> Librairie-café St-Jean-Baptiste 565 rue St-Jean, à Québec 18:30 L'Union de s savoirs populaires de Québec	11	12 <b>Atelier sur les droits des locataires,</b> 301 Carillon, Comité de citoyens de St-Sauveur 13:30	13 <b>Hausse des tarifs de transport en commun à Québec</b> CAPMO, 435 rue du roi, Québec, 2 <sup>e</sup> étage, 18:30	14 Hockey aux cartes à 15 h 435 rue du Roi	15
16 Hockey aux cartes à 15 h 435 rue du Roi	17	18 19:15 La classe moyenne et la simplicité volontaire, Librairie St-Jean-Baptiste 565 rue St-Jean	19	20	21 Hockey aux cartes à 15 h 435 rue du Roi	22
23 Hockey aux cartes à 15 h 435 rue du Roi	24	25	26	27	28 Hockey aux cartes à 15 h 435 rue du Roi	29
30 Hockey aux cartes à 15 h 435 rue du Roi	31	01	02	 <p><b>Les événements engagés de la Capitale-Nationale et plus !</b> <b>Média de la démocratie en action</b> <a href="http://www.reseauforum.org">www.reseauforum.org</a></p> <p>Le seul média pour une vue d'ensemble des activités socio-politiques et communautaires : arts engagés, solidarité locale et internationale, défense des droits, démocratie, écologie ... — manifestations, conférences, ateliers, etc.</p>		